

La guerre des Six jours: Des questions sans réponses

Mohamed Abdel Azim

*Il y a 40 ans, le 5 juin 1967, la troisième guerre israélo-arabe est déclenchée par l'armée israélienne. Ce troisième conflit israélo-arabe est la première guerre préventive de l'histoire militaire régionale. Elle change la carte géographique régionale ainsi que les rapports entre Arabes et Israéliens. Un dossier en 5 volets proposé par Mohamed Abdel Azim**

Premier volet: Des questions sans réponses

Il y a 40 ans, le 5 juin 1967, la troisième guerre israélo-arabe est déclenchée par l'armée israélienne. Ce troisième conflit israélo-arabe est la première guerre préventive de l'histoire militaire régionale. Ce conflit reste celui qui change la carte géographique régionale. La guerre des Six jours change durablement les rapports entre l'Etat hébreu et ses voisins arabes. Israël occupe désormais le Golan, le Sinaï, la bande de Gaza et la Cisjordanie. Les armées arabes subissent une défaite et une humiliation militaires sans précédent. Les conséquences de cette guerre sont encore non résolues aujourd'hui, malgré les résolutions des Nations-unies[1]. Quelles sont les vraies raisons de cette guerre ?

Les raisons de la guerre

Les raisons officielles de la guerre de 1967 sont multiples notamment celles qui concernent la menace de Nasser qui s'est montré "non dissuadable". Mais, les raisons cachées jusqu'à présent sont opaques et non clarifiées. Il est difficile de rechercher les preuves des raisons cachées derrière les préparatifs égyptiens de la guerre (détruire le réacteur de Dimona) et les raisons de l'attaque préventive israélienne (défendre la centrale). De plus nous ne disposons pas d'éléments de réponses claires concernant les raisons des vrais-faux rapports soviétiques envoyés par le Kremlin à Nasser à propos des préparatifs d'attaque israélienne contre la Syrie. Enfin, du côté israélien, quelles sont les vraies raisons de ce que les historiens appellent : *la révolte des généraux* ?

La réponse réside dans la zone des secrets bien gardés : le site de production des armes nucléaires israéliennes. Nous restons dans le domaine de l'interprétation des faits et des actions des décideurs. La recherche de documents concernant ce qui s'est réellement passé est difficile voire impossible. Les documents sont difficilement accessibles et une fois trouvés, on a la surprise de constater qu'une partie a été volontairement rendue illisible, rayée ou effacée. Comme c'est le cas de ce document, daté du 24 mai 1967 (11 jours avant la

guerre des Six jours). Il est partiellement rendu illisible et des paragraphes entiers ont été rayés[2].

En 1967, le Caire représente une vive menace contre le réacteur israélien dans le désert de Néguev. Le 26 mai, Nasser envoie ses avions de reconnaissance survoler le Sinaï. Il place une force aéronavale au large de Hurghada avec 12 avions de combats, selon le rapport du général Wheeler lors du *Meeting on the Arab-Israeli Crisis* qui a lieu à Washington le 26 mai 1967, en présence du président Johnson, le Secrétaire d'Etat Dean Rusk ainsi que McNamara[1].

Le lendemain, le 27 mai, quatre avions de combats MIG survolent de nouveau le Sinaï et se rapprochent du site de Dimona, écrit l'ambassadeur américain à Tel-Aviv Barbour dans son *Telegram From the Embassy in Israel to the Department of State*[2]

" (...) 2. Believe this helpful. However, Israelis took occasion embark on emotional, evidently sincere, exposition their thesis that evidence available to them conclusive that Nasser has "crossed his Rubicon" and surprise aerial attack expected any moment. (...) They talked in terms of surprise air strike knocking out Israeli airfields and rendering their response ineffective. They said they had intercepts of Egyptian messages to confirm situation as they see it. Also frightened by fact four MIGs overflew Israel yesterday and Israeli Airforce not able intercept".

Cette situation montre que malgré la supériorité militaire, les Israéliens ne sont pas à l'abri d'une action offensive menée par les Égyptiens. Le rais ferme alors le Golfe d'Aqaba aux navires israéliens[3]. Le président égyptien Gamal Abdel Nasser place des unités navales au sud du Golfe d'Aqaba en demandant aux casques bleus d'évacuer leur personnel. Nasser augmente le nombre de ses troupes dans la zone du canal, les faisant passer de 30000 à 50000 hommes. Il déclare : « si Israël veut la guerre, nous lui disons bienvenue. »

Les deux sites nucléaires israéliens (Dimona et Nachal Sorek) constituent alors des cibles de haute priorité dans le plan d'attaque égyptien[4]. Le facteur des sites nucléaires joue un rôle majeur dans le déclenchement du conflit, mais il reste toujours la question suivante : quel est le degré de l'importance de ce facteur ?

Nasser envoie des missions de reconnaissance aérienne. En mai 1967, deux missions ont lieu et l'aviation égyptienne survole le site du réacteur nucléaire de Dimona. Surviennent alors des rapports soviétiques avertissant Nasser que l'armée israélienne masse ses troupes sur la frontière syrienne[5]. Ces rapports d'Intelligence soviétique qui font état de préparatifs israéliens en vue de mener une offensive contre la Syrie ne traduisent pas une réalité militaire. Il semble qu'il n'y avait pas de troupes israéliennes massées sur le front syrien. Au Caire, il y a eu par la suite un consensus sur le fait que Nasser a fait un mauvais calcul, lourd de conséquences en agissant suite aux avertissements soviétiques et en rejetant les rapports de Washington. En effet, les États-Unis signifient à l'Égypte que les rapports soviétiques ne sont pas fondés. Dans le "Memorandum From the President's Special Assistant (Rostow) to President Johnson, daté du 17 mai 1967", nous pouvons lire:

The UAR's brinkmanship stems from two causes: (1) The Syrians are feeding Cairo erroneous reports of Israeli mobilization to strike Syria. (2) Nasser probably

feels his prestige would suffer irreparably if he failed a third time to come to the aid of an Arab nation attacked by Israel[6].

Dans un télégramme, daté du 15 mai 1967, l'ambassadeur américain à Tel-Aviv Walworth Barbour, souligne qu'il n'y a pas de troupes israéliennes massées à la frontière syrienne[7].

"(...) 2. Bitan said that following talks with PM Eshkol and FM Eban he authorized give following GOI reaction this representation[8]. (A). *There no Israeli troop concentration Syrian, Egyptian or other frontier. (This corresponds with US Attaches reconnaissance to this hour). (B) GOI hopes infiltration and sabotage will stop. (C) If there no further sabotage there no reason anyone to worry. (D) GOI interpretation Egyptian demonstration troop activities is that Syrians trying involve Egypt in Syrian-Israeli issue and if Egyptian concentration true Syrians could represent this as support."*

Pourquoi la Syrie a-t-elle donc fourni au Caire des faux rapports sur ce point ? Pourquoi Nasser n'a-t-il pas fait confiance à son ministre de la Défense Mohamed Fawzi, lorsqu'il l'informe de la réalité à propos des frontières israélo-syriennes ? Le paradoxe de Nasser est de laisser ses forces aériennes sans aucune protection alors qu'il se prépare pour les utiliser durant la guerre, avec comme mission de détruire le réacteur de Dimona[9].

D'après Isabella Ginor[10], il y a eu une volonté délibérée de la part des Soviétiques de déclencher la guerre et d'intervenir militairement aux côtés de l'Égypte contre Israël. Y a-t-il eu échec de la dissuasion israélienne ? La réponse est oui. Nasser en situation défavorable sur le plan militaire, défie la dissuasion israélienne et se précipite vers l'affrontement.

Le coup de force de Sharon

Du côté israélien, la crise de mai-juin 1967, représente un échec colossal de la naissante dissuasion israélienne[11]. Les éléments et les informations informelles véhiculées permettent de dire que durant les dernières semaines du mois de mai 1967, où la crise atteint son paroxysme, les Israéliens qui viennent de produire leur première bombe atomique, tirent la conclusion suivante : Nasser n'est pas dissuadé. Le raïs est au contraire en phase de préparer une attaque pour détruire le réacteur de Dimona. Tel-Aviv sent la menace et se défend en attaquant. Les Israéliens mènent alors leur première guerre préventive pour arrêter Nasser.

C'est alors qu'Ariel Sharon, songe (d'après son propre aveu formulé en novembre 2004), à un coup de force militaire en 1967. Il pense à contraindre son gouvernement à déclencher la guerre, selon son témoignage publié dans la revue Maarakhot du ministère de la Défense. Sharon envisage que « l'armée prenne le pouvoir pour contraindre le gouvernement à se décider à lancer une attaque préventive contre l'Égypte[12]. »

On savait que l'armée avait exercé une très forte pression sur le gouvernement mais qu'Ariel Sharon ou d'autres généraux aient songé à une espèce de putsch constitue une révélation. « Pour la première fois, j'ai eu alors le sentiment qu'une telle chose pouvait se produire en Israël et serait bien accueillie par la population », confie Sharon au service historique de l'armée, dans un témoignage publié par la revue Maarakhot. « Il ne s'agissait pas pour l'armée de prendre le pouvoir et de diriger le pays mais de décider à la place du pouvoir civil », témoigne Sharon qui fait partie à l'époque de l'État-major et qui commande une division blindée dans le sud d'Israël. « Aucune mesure concrète n'avait été prise en vue d'exécuter un tel plan. » Sharon affirme qu'il en avait parlé avec le chef d'État-major et futur Premier ministre Yitzhak Rabin, qui, selon Sharon, n'aurait pas totalement écarté une telle option. »

La tension entre armée et pouvoir civil atteint son point culminant lors d'une entrevue extrêmement orageuse le 28 mai 1967, au lendemain du survol de l'aviation égyptienne du site de Dimona, entre l'État-major israélien et le Premier ministre travailliste de l'époque Lévy Eshkol. Lors de cette rencontre, que les historiens appellent la révolte des généraux, le général Sharon et d'autres officiers supérieurs exigent qu'Israël déclenche une guerre contre l'Égypte. Ils affirment qu'Israël doit absolument frapper le premier alors que l'Égypte concentre des forces dans le Sinai et ferme le détroit de Tiran, sur la mer Rouge. Israël considère alors ces actions comme un casus belli. Eshkol résiste un temps en espérant une intervention internationale qui ne vient pas. Finalement, il donne le feu vert à l'attaque le 5 juin 1967. Cette guerre, prévue pour être courte, est l'exécution d'un plan d'attaque israélien conçu deux semaines auparavant, selon le rapport de la CIA daté du 23 mai 1967. Cette guerre devait donc avoir lieu, sinon, note le rapport de la CIA, « Israël allait être dans une situation "difficile" ».

(...) Israeli planning is based on a short war, conducted by ground forces with air cover. If this assumption should prove wrong, Israel might well be in trouble, since the Arabs' quantitative superiority would come into play^[13].

Paradoxalement, au lieu d'inhiber la volonté arabe contre toute attaque, l'arme nucléaire israélienne devient au contraire un objet à défier. La dissuasion israélienne, pourtant considérée par Israël comme acquise en 1967, n'empêche pas Sadate de déclencher la guerre en 1973 et ne fait que pousser les Arabes à défier cette dissuasion. Les supposés dissuadés ne le sont pas. Sadate, qui connaît l'existence des armes nucléaires de Tel-Aviv, ferme les yeux et passe à l'offensive après avoir tenté une série d'attaques limitées en 1971 et en 1972. En optant pour l'usage de la force, il met à mal toutes les conceptions d'une dissuasion nucléaire considérée comme fiable et crédible. L'échec de la dissuasion mène à la paix. Sadate se rend en Israël et prononce un discours à la Knesset. Les accords de Camp David entre Égyptiens et Israéliens sont signés en septembre 1978. Suite à ces accords, Israël restitue le Sinai à l'Égypte. Ces arguments justifient-ils la pensée selon laquelle : heureusement qu'il y a eu échec de la dissuasion ?

Deuxième volet: Le plan d'attaque de Nasser est retardé

A un mois du déclenchement de la guerre des Six jours, la discrétion qui entoure le réacteur nucléaire israélien ne l'a pas épargné des regards indiscrets des Égyptiens. En ce mois de mai 1967, un premier avion Mig-21 égyptien survole le site. Il est abattu alors que les Israéliens commencent la production de leur première bombe nucléaire. La vraie nature de la centrale semble échapper au monde entier et surtout aux Américains mais pas aux yeux des Égyptiens. Nasser met tout en oeuvre pour arrêter le réacteur et détruire la centrale le cas échéant.

Opération de l'aube

Autour du 26-27 mai 1967, une opération d'attaque limitée est préparée par les Égyptiens en coordination avec les Syriens afin de frapper le réacteur dans le désert de Néguev. Appelée *opération de l'aube*, elle devait avoir lieu entre le 28 et le 30 mai 1967. Une intervention soviétique de la dernière minute aurait abouti à l'annulation de l'opération et à l'arrêt de l'exécution du plan d'attaque[1]. Les raisons exactes de cette intervention ne sont pas connues et ne les seront peut-être jamais. Ce secret restera au même niveau que les mystérieux vrais-faux rapports soviétiques incitant Nasser à intervenir militairement afin de mettre fin à la menace d'attaque israélienne du côté de la frontière syrienne.

Les Israéliens produisent alors entre 2 à 3 têtes nucléaires par an. A cette époque, on sait que des missiles Jéricho sont placées en direction de Moscou. En effet, les Israéliens possèdent alors un nombre non comptabilisé de missiles Jéricho-I, selon un programme appelé projet 700. Ces missiles sont opérationnels depuis le milieu des années 60, et sont capables de toucher des cibles au sud de l'URSS, telles que la ville de Tbilissi en Géorgie près des champs pétroliers, ou encore de la ville de Bakou sur la côte de la mer Caspienne. Tel-Aviv détient aussi des avions F-4 achetés aux américains et susceptibles de servir de vecteurs pour des têtes nucléaires. Ils sont stationnés dans des sites souterrains à la base aérienne de Tel Nof près de Rihovot. Ces avions F-4 sont pilotés par les élites de la force aérienne israélienne et peuvent voler sans ravitaillement jusqu'à Moscou[2].

Dissuader Moscou ?

Rappelons que douze ans auparavant et lors du 2^{ème} conflit entre l'Égypte et Israël en 1956, Moscou exige le retrait des troupes israéliennes du Sinaï et l'évacuation de toute la zone occupée par l'armée israélienne, notamment celle du canal. La menace nucléaire de Moscou envers Paris et Londres ainsi que la pression et la menace voilée envers Tel-Aviv ne font que renforcer la détermination israélienne de neutraliser le poids du Kremlin lors de tout conflit futur. Israël sort donc du conflit de Suez en 1956, avec la conviction que face à une menace soviétique et de nature nucléaire, l'acquisition de l'arme atomique est plus que jamais indispensable. La priorité israélienne n'est alors pas de dissuader Nasser, mais surtout de dissuader Moscou.

En 1956, la menace soviétique comporte des messages envoyés à Paris, à Londres et à Tel-Aviv. Ces messages signés par le Premier ministre soviétique Nikolai Boulganine [3], menacent explicitement Ben Gourion d'attaquer des cibles en Israël avec des *armes modernes et puissantes* [4]. Les Nations unies appellent alors à un cessez-le-feu et à l'arrêt du plan de l'armée israélienne. Cette dernière, sous le commandement du général Sharon, prévoyait de traverser le canal et d'aller jusqu'au Caire [5]. La crise touche à sa fin lorsque, face à la menace soviétique, Washington intervient et oblige Israël à évacuer le Sinaï et la zone du canal de Suez [6].

Malgré une victoire sans équivalent dans l'histoire militaire de la région, la guerre se solde par un désastre politique pour Israël [7]. Nasser renforce son assise politique lorsque Tel-Aviv retire ses troupes et lorsque les deux puissances coloniales cèdent leur place aux Américains et aux Soviétiques. Quant aux Israéliens, la leçon est la suivante : une arme nucléaire israélienne fera taire Moscou lors d'un conflit futur. C'est peut-être là que réside la raison de la volonté soviétique du déclenchement de la guerre avec un soutien logistique au Caire. Est-ce une explication des mystérieux rapports envoyés par Moscou au Caire via Damas ?

Les rapports soviétiques

Le 24 mai 1967, (11 jours avant la guerre des Six jours), la dernière ligne du 4ème paragraphe, note que le Secrétaire américain à la Défense McNamara pense que Moscou pouvait même fournir à l'Égypte des avions pilotés par des soldats soviétiques [8]. Parallèlement, les mystérieux rapports sont envoyés de Damas au Caire, selon lesquels les Israéliens massent des troupes tout au long des frontières syrienne. Ils incitent Nasser à mener des opérations militaires. Washington est formel et notifie aux Égyptiens que les Syriens leur donnent des rapports erronés sur la situation du front israélo-syrien. Les Américains ne parviennent pas à freiner Nasser. Washington se tourne alors vers Tel-Aviv et appelle à la retenue en demandant aux Israéliens de ne pas jeter de l'huile sur le feu [9]. Y a-t-il un rapport entre l'entrée en service de la centrale nucléaire de Dimona, la production des premières bombes atomiques israéliennes et les vrais-faux rapports soviétiques envoyés par Damas au Caire ?

Au Caire, Nasser n'est pas convaincu par les assurances de Washington. Il n'est pas dissuadé par la supériorité militaire israélienne. Le 25 mai 1967, le raïs, fait confiance aux rapports soviétiques et se prépare pour mener l'opération d'offensive quelques jours après. Il sait que Dimona entre dans sa phase de production, prépare ses forces et place ses troupes tout au long du canal. L'armée de l'air côté égyptien est prête pour une première frappe. Les fronts syrien et jordanien sont eux aussi en alerte maximum. On s'achemine vers la guerre et c'est la crise. Entre Égyptiens et Israéliens, la question est de savoir qui va dégainer le premier.

La FAS, citant William Burrows, Robert Windrem et *Critical Mass*, souligne qu'à cette date, Israël, possède déjà deux bombes prêtes à l'usage durant la guerre de 1967. C'est Moshé Dayan qui donne le feu vert, marquant le début de la production des armes nucléaires à Dimona [10]. Au même moment, des rapports d'intelligence de la CIA, allant dans ce sens, sont disponibles à Washington. Des rapports égyptiens parallèles sont aussi disponibles au Caire. La FAS (*Federation of American Scientists*), rapporte que le Premier ministre Levi

Eshkol, avant la guerre, ordonne une alerte nucléaire durant toute la période des opérations militaires.

D'après Michael Brecher, le départ des casques bleus des Nations unies, les mouvements de troupes le long du canal de Suez, ainsi que le survol de Dimona, sont les facteurs qui ont conduit à la guerre. Tel-Aviv fait savoir sa volonté d'arrêter Nasser avant qu'il mène une attaque contre les installations nucléaires à Dimona[11]. Le lendemain du survol de l'aviation égyptienne du site, Tel-Aviv ne cache plus sa volonté de se défendre. Devant l'escalade vers la guerre, le Président Johnson envoie une lettre au Premier ministre Eshkol lui demandant de ne pas mener une guerre contre les Arabes[12].

La supériorité ne fait pas le poids

Les mouvements de troupes le long du canal de Suez, ainsi que l'escalade continue qui pousse Israël à lancer son attaque préventive est le signe sans conteste que sa doctrine de dissuasion semble déjà, dès sa naissance, être un échec. Les raisons d'une telle conclusion sont multiples. Nasser qui se trouve dans une situation militairement défavorable, vise à défier l'arsenal israélien et veut coûte que coûte arrêter son programme nucléaire.

On dispose à Washington d'un rapport militaire, daté du 1^{er} mai 1967, selon lequel les Israéliens ont une supériorité incontestable pour les cinq années à venir[13]. Deux semaines avant la guerre, dans son rapport, daté du 23 mai 1967 et intitulé *Overall Arab and Israeli Military Capabilities*, la CIA parle d'une supériorité militaire israélienne dans tous les domaines[14]. Selon ces données, Nasser n'a pas la possibilité de faire face aux forces militaires israéliennes. Mais sa volonté d'entreprendre des actions militaires dans ces conditions est le signe de l'échec de la naissante dissuasion israélienne.

À Washington, on craint alors que l'Union soviétique n'étende son influence dans la région, en utilisant l'opportunité offerte par Nasser[15]. Ces informations suivent une série de déclarations publiques de la part du Président Nasser destinées à l'Occident. Le rais souligne que l'Égypte ne restera pas les bras croisés et que le Caire agirait avec force. Il fait alors savoir que si Israël développait des armes nucléaires, l'Égypte n'aurait d'autres choix que de mener une guerre préventive. Pour cela, il faut remonter à 1963, lorsque le président Kennedy tente d'apaiser les tensions autour des armes nucléaires israéliennes.

Vers la guerre d'usure

A la suite de cette guerre, le Caire aurait préparé un autre plan d'attaque contre le site de Dimona. Ce plan est présenté à Nasser, mais le rais aurait retardé de nouveau son exécution car les estimations disponibles au Caire prévoient qu'Israël n'aura la bombe que vers la fin 1968. Le rais veut surtout, dans l'immédiat, regagner les terres arabes avant que les Israéliens ne possèdent l'arme nucléaire, comme le note Martin Van Creveld[16]. De son côté, Shlomo Aronson[17] pense qu'un lien direct existe entre l'entrée en fonction de la centrale de Dimona et le déclenchement de la guerre.

Un an plus tard, en 1968, Nasser déclenche une autre guerre : la guerre d'usure. Cette guerre (*war of attrition*), est celle qui illustre le mieux la

confirmation du cuisant échec de la dissuasion israélienne. Car, suite à la guerre des Six jours de 1967, l'Égypte perd le Sinaï, le canal de Suez est fermé à la navigation et l'armée israélienne se trouve du côté oriental du canal. Nasser, qui subit une défaite militaire sans précédent, décide alors de maintenir un état de tension militaire tout au long du canal. Cet état de tension permanent commence en février 1969 et se termine en août 1970, lorsque les Israéliens acceptent un cessez-le-feu[18].

Le Kremlin s'engage à moderniser et à entraîner les militaires égyptiens. Un nouvel arsenal *made in Moscou* commence à perturber la balance militaire entre le Caire et Tel-Aviv. La guerre d'usure se poursuit et donne lieu à des tensions dans les relations israélo-soviétiques. Cette tension s'aggrave lorsqu'en juillet 1970, quatre avions de combats pilotés par des pilotes soviétiques sont abattus à environ 30km à l'ouest du canal, par l'armée israélienne. Pour éviter une riposte soviétique et un éventuel manque de soutien de Washington, les Israéliens acceptent, en août 1970, un cessez-le-feu et l'application de la résolution 242. Cette résolution restera lettre morte.

Back to the future

Pour comprendre les racines de la guerre des Six jours, il faut remonter à quelques années auparavant durant lesquelles il y a eu des tractations secrètes entre Washington, le Caire et Tel-Aviv. Ces tractations commencent en 1963, sur fond d'armement soviétique aux Egyptiens. Pour dissiper ces tensions, Washington envoie une mission dans la région. Cette mission McCloy tente à deux reprises de trouver une solution. Comment cette mission est vue par le Caire ? Donnera t-elle des résultats ? C'est ce que nous allons voir par la suite dans un article consacré aux sources de tensions entre Tel-Aviv et le Caire de 1963 à 1966 .

Notes:

- [1] Michael B. Oren, *Six Days of War: June 1967 and the Making of The Modern Middle East*, New York, Oxford University Press, 2002.
- [2] Seymour Hersh, *The Samson Option*, New York, Random House, 1991, (p. 216).
- [3] Matti Golan, *Shimon Peres*, New York, St Martin's Press, 1982.
- [4] "Soviet Protests Canal Blockade", *New York Times*, 5 novembre 1956.
- [5] General Assembly A/RES/999 (ES-I)4, november 1956. Resolution 999 (ES-I). Source : United Nations Security Council.
- [6] Message to Prime Minister Ben Gurion Urging Withdrawal of Israeli Forces in Egypt, Released November 8, 1956. Dated November 7, 1956. *The State Department Bulletin*, Vol. 35, p. 798. Source : *Public Papers of the Presidents, Dwight D. Eisenhower, 1956*, N. 295.
- [7] Avner Cohen, "Most Favored Nation", *The Bulletin of Atomic Scientists*, January/February, 1995 Vol. 51, No. 1, 1995.
- [8] Memorandum for the Record, Council Meeting, May 24 1967, Discussion of Middle East Crisis. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library.
- [9] Memorandum From the President's Special Assistant (Rostow) to President Johnson. Prewar Crisis, May 15 1967. Source : Johnson Library.
- [10] Seymour Hersh, *The Samson Option*, New York, Random House, 1991, 354 pages.
- [11] Michael Brecher, *Decision in Crisis. Israel, 1967 and 1973*, Berkeley, California, University of California Press, 1980 (pp. 104, 230-231).
- [12] Telegram From the Department of State to the Embassy in Israel. Washington, May 17, 1967. *Foreign Relations, 1964-1968, Volume XIX*.
- [13] Memorandum From the Under Secretary of State (Katzenbach) to President Johnson. Subject : The Arab-Israel Arms Race and Status of U.S. Arms Control Efforts
- [14] Memorandum Prepared in the Central Intelligence Agency : Overall Arab and Israeli Military Capabilities. Washington, May 23, 1967. *Foreign Relations*, Source : Johnson Library, National

Security File.

[15] Intelligence Memorandum Prepared in the Central Intelligence Agency. Egyptian-Soviet Relations, FRUS, 1964-1968, Volume XVIII Arab-Israeli Dispute, 1964-67 N. 295, Source : Johnson Library.

[16] Martin van Creveld, *The Sword and the Olive. A Critical History of the Israeli Defense Force*, New York, Public Affairs, 1998 (p. 174).

[17] Shlomo Aronson, Oded Brosh, *The Politics and Strategy of Nuclear Weapons in the Middle East, Opacity, Theory and Reality, 1960-1991, An Israeli Perspective*, State University of New York Press, 1991, 398 pages.

[18] *Army Area Handbook*, UM-St. Louis Libraries, DB Rec- 94,134 Dataset-ARMAN. Source : U.S. Department of the Army, Chapitre 1.07, 1967, date of record: 22 février 1994.

3

Troisième volet: Les sources de tension

Les raisons de la guerre inévitable des Six jours en 1967, se trouvent dans une série de tractations politiques et de tensions diplomatiques. Le jeu d'interactions, de construction des faits, d'interprétation des actions de l'autre et les calculs des différents acteurs conduisent directement à l'inévitable conflit.

Pour mieux cerner les conditions et le contexte aboutissant à la guerre, il est important de remonter le temps et de retourner quelques années plus tôt. Pour arriver à la racine du conflit, il faut faire un arrêt sur deux aspects majeurs qui s'étalent sur plusieurs années et qui traversent deux administrations américaines. Il s'agit du programme de missiles égyptiens et du programme nucléaire israélien.

Durant quatre longues années, entre 1963 et 1966, on assiste à des tractations qui ont lieu au sein du trio le Caire, Washington et Tel-Aviv, autour de la question d'armement et notamment des missiles et des armes de destruction massives. La première série de tensions se situe sous l'administration Kennedy durant l'année 1963. La deuxième série se situe entre 1964 et 1966, durant l'administration Johnson.

Ces tractations se jouent donc sur fond d'un programme d'armement et de missiles côté égyptien (acheté à Moscou) afin de répondre au programme d'armement en avions de combat de l'Etat hébreu (acheté aux Etats-Unis). Tel-Aviv ne voit pas d'un bon œil le programme égyptien et le Caire se montre inquiet vis-à-vis du programme nucléaire israélien. Durant ces quatre ans, la spirale des inquiétudes entre les deux capitales ne fait que s'accélérer.

Nasser, à plusieurs reprises, s'interroge et déclare son inquiétude auprès de l'administration Kennedy. Washington, pour apaiser les tensions autour de ce dossier, envoie l'émissaire américain John McCloy à plusieurs reprises dans la région. Il a alors pour mission de rendre compte au Président Kennedy du suivi du programme nucléaire israélien et des résultats de l'inspection des installations nucléaires israéliennes. En ce qui concerne le suivi du programme d'armement égyptien, John McCloy entreprend sa mission en essayant de rassurer Nasser et de convaincre le Caire d'accepter une coopération avec Washington dans le

domaine nucléaire.

La mission McCloy au Caire, 1963

La crise cubaine d'octobre 1962 est une expérience épuisante pour Kennedy. Elle accentue l'inquiétude de vivre sous l'ombre de la menace des programmes d'armements au Moyen-Orient[1]. Dans son discours public en mars 1963, Kennedy exprime l'urgence du sujet de la prolifération nucléaire de la façon suivante : « Personnellement, je suis hanté par le sentiment que d'ici 1970, à moins que nos efforts réussissent, il y aura peut-être dix puissances nucléaires au lieu de quatre et d'ici 1975, quinze ou vingt. (...) Je vois la possibilité que dans les années 70, le Président des États-Unis se trouve à faire face à un monde dans lequel il y a quinze, vingt ou vingt-cinq pays possédant ces armes. Je considère ceci comme le plus grand danger et le plus grand risque. »

Durant l'été 1963, le Président Kennedy écrit deux lettres. La première est adressée à Ben Gourion, le 13 juin et la deuxième à Nasser, le 16 août[2]. Kennedy, dans ces lettres, souligne pour les deux destinataires, que le sujet de la course aux armements dans le Moyen-Orient est un sujet d'inquiétude pour son administration. À Nasser, Kennedy notifie le danger de la prolifération nucléaire. Sans faire allusion au nucléaire israélien, le Président américain parle du danger encouru par les États du Moyen-Orient en l'absence d'une initiative, voire d'un accord sur la limitation de la course à l'armement. Mais Nasser, durant cette période, lance son programme. Ce dernier prévoit d'équiper l'armée égyptienne de 1000 missiles.

En Israël, la construction de la centrale de Dimona n'est pas encore achevée. Le 27 juin 1963, l'émissaire américain se trouve au Caire. Il transmet un message de Kennedy à Nasser. Dans son message, Kennedy souligne que la course aux programmes d'armement est en contradiction avec la politique de médiation de Washington et qu'elle met en danger toute la région. McCloy rassure alors Nasser au sujet du réacteur nucléaire de Dimona. Selon les assurances américaines, la centrale est construite pour des objectifs civils, mais l'émissaire américain lie le danger du programme des missiles côté égyptien au danger d'un programme nucléaire côté israélien[3].

Nasser attendait donc une médiation américaine pour l'arrêt des deux programmes –égyptien et israélien-. Mais la continuité de la construction du réacteur est considérée comme suspecte par le Caire. Nasser ne voit alors dans la mission de McCloy qu'une continuité de la politique d'intimidation et de la propagande israélienne. Il se demande pour quelle raison l'Égypte devrait être le seul parmi les pays non nucléaires à abandonner son programme d'armement. Il considère qu'un arrêt du programme remettrait le prestige de l'Égypte en question.

Le raïs estime que cette démarche d'arrêt de son programme, va faire de l'Égypte un État satellite dépendant de Washington. Nasser perçoit aussi qu'un accord entre le Caire et Washington serait interprété comme un accord entre l'Égypte et Israël et cela n'est même pas concevable pour lui.

Tel-Aviv demande à Washington une discrétion totale concernant son réacteur nucléaire. Ben Gourion accepte le principe d'inspection américaine du

site mais demande à ce que les visites soient privées et qu'elles ne soient jamais rendues publiques. En face, le Caire montre sa volonté d'échange avec Washington et en même temps ne souhaite pas rendre ces échanges publics. Nasser fait savoir que son pays n'accepte aucun compromis tant que le programme nucléaire israélien n'est pas mis sous inspection internationale de l'AIEA. Nasser va même plus loin et utilise un langage de menace. En effet, l'émissaire McCloy, fin juin 1963, souligne que « Nasser parle alors de TNT qui va être porté par des missiles ainsi que d'une offre soviétique d'assistance en matière de nucléaire civil », (page 3 du rapport)[\[4\]](#).

Le Caire fait valoir qu'il n'a pas la volonté de développer des bombes atomiques, refusant ainsi la proposition de Kennedy d'assistance dans le domaine nucléaire civil. Nasser perçoit une fois encore une volonté de la part de Washington de se mêler des affaires de défense égyptiennes.

Suite à la mission McCloy, le mois de juillet 1963 est celui de tractations. L'échange de lettres et de messages officiels entre le Caire, Washington et Tel-Aviv est intense. Il s'articule essentiellement autour du programme d'armement de l'armée égyptienne et du stade avancé dans la construction de la centrale de Dimona.

Accompagné de l'ambassadeur américain au Caire John Badeau, l'émissaire McCloy effectue sa visite. Lors de la rencontre avec le Président égyptien Nasser, en juin 1963, l'ambassadeur se rappelle que Nasser déclare que « l'Égypte n'aura pas d'autres moyens que de mener une guerre, si les Israéliens utilisent le réacteur de Dimona pour la fabrication de l'arme nucléaire. » Cette première mission de McCloy échoue.

Nasser refuse le plan américain

L'administration Kennedy notifie à Nasser que la centrale de Dimona est dans une phase avancée de travaux, mais que cette centrale, malgré le fait qu'elle soit construite à des fins civiles, permet tout de même la production de matériels nucléaires de nature militaire. Il notifie toutefois que Washington ne voit pas de signes d'inquiétude. La Maison-Blanche signale aux Égyptiens sa volonté de mettre en place une mission de surveillance et de contrôle d'armes au Moyen-Orient.

L'administration Kennedy signale par ce fait que les Égyptiens devraient ralentir leur course à l'armement pour apaiser les inquiétudes des Israéliens. Nous sommes en été 1963 et à ce stade, les Égyptiens n'ont aucune crainte à avoir d'une éventuelle mission de surveillance. Mais Nasser se montre méfiant. Il ne voit pas de bon augure la mise en place par les Américains d'une commission de surveillance sur la course à l'armement au Moyen-Orient. Au Caire, on se montre suspicieux envers cette initiative américaine.

Nasser juge les efforts de l'administration Kennedy comme une ingérence dans les affaires de l'Égypte. Vu du Caire cette proposition est tout simplement impensable. L'Égypte estime inutile de donner crédit à l'urgence avec laquelle Washington souhaite traiter ce dossier. Nasser voit là une main israélienne qui, dans l'ombre, oriente la politique américaine dans le but de freiner son programme d'armement. Il persiste et signe et se conforte dans ses convictions.

Cette méfiance est à son tour mal perçue par les Israéliens qui ne voient

dans cette attitude qu'une volonté manifeste de la part de Nasser de développer des armes nucléaires. La position égyptienne est interprétée aussi par Tel-Aviv comme la preuve d'une volonté égyptienne de poursuivre son programme de missiles. En juillet 1963, McCloy retourne une deuxième fois au Moyen-Orient. Il commence par visiter le Caire avant de se rendre à Tel-Aviv. Il propose le plan américain visant la mise en place d'une politique de contrôle de l'armement au Moyen-Orient. Mais Nasser, lorsqu'il rencontre McCloy et l'ambassadeur américain au Caire, signifie que son pays ne peut accepter une telle offre dans la mesure où il estime que celle-ci introduit une inspection occidentale de l'armement égyptien.

Cette position met fin à la 2ème mission de l'émissaire américain McCloy. Ce dernier ne se rend même pas à Tel-Aviv, car sa mission est ainsi vidée de son objectif. Le secrétaire d'État Dean Rusk renvoie à une date ultérieure la visite de McCloy en Israël, mais cette visite n'aura jamais lieu. Le seul effort et l'unique initiative américaine de contrôle d'armement dans le Moyen-Orient, se soldent alors par un échec.

Relations tumultueuses

Après l'exercice éprouvante vécu par Kennedy durant les 13 jours de la crise des missiles de Cuba, le Président Kennedy, voit se dessiner la silhouette d'un possible second affrontement avec Moscou. JFK voit aussi se dessiner une crise régionale autour d'une bombe atomique qui pourrait menacer la stabilité au Moyen-Orient. Il craint compromettre ses efforts et son désir d'un traité avec l'Union soviétique concernant les essais nucléaires dans l'atmosphère.

Kennedy en vient à la conclusion suivante : ni Nasser, ni Ben Gourion n'accepteront pas la logique d'une marche arrière^[5]. Son projet de rapprochement entre Washington et le Caire se solde par un échec. Dans un message adressé à Tel-Aviv, l'administration Kennedy fait référence au rôle des États-Unis et à ses obligations internationales. Washington qui souligne les soupçons relatifs à la coopération entre Israël et la France, n'obtient que le refus de Ben Gourion. La réponse de ce dernier est : « ce ne sont pas vos affaires », selon le témoignage de Walt Elder, l'assistant de McCone^[6].

Kennedy refuse, à deux reprises, de rencontrer le Premier ministre israélien en avril 1963, suite à la formation de la Fédération arabe entre Syriens et Égyptiens, vécue par Ben Gourion comme un réel cauchemar. Ben Gourion est réellement déçu et sa réponse, suite au refus de rencontre par le Président américain, fait allusion au danger qu'il perçoit. Il écrit : « Mr le Président, mon peuple a le droit d'exister (...) cette existence est en danger. » Ben Gourion demande alors la signature d'un traité de sécurité entre Américains et Israéliens. Cette demande se heurte aussi au silence de Kennedy.

L'année 1963, est l'année des changements. Le 16 juin 1963, Ben Gourion démissionne de son poste de Premier ministre. Il met ainsi fin à 15 ans de règne de l'homme public le plus influent dans l'histoire de l'État hébreu. Face au refus israélien au sujet des demandes américaines d'inspection du site, Kennedy va plus loin et envisage alors des sanctions à l'encontre de Tel-Aviv. Dans une lettre datée du 5 juillet 1963, moins de deux semaines après qu'Eshkol soit au poste

de Premier ministre, Kennedy exprime clairement la possibilité de recours à la sanction la plus forte qu'un Président américain n'ait jamais utilisé contre Israël[7] : Le Président américain menace alors de priver Israël de l'engagement américain d'assurer la sécurité de l'État hébreu.

Les États-Unis qui n'ont pas été impliqués dans la construction du bâtiment de Dimona utilisent le langage de sanction envers Israël. A cette époque, ni norme ni accord international n'ayant été violés par Tel Aviv, les demandes de Kennedy ont un ton d'ultimatum américain. Ces menaces perturbent les relations historiques entre Tel-Aviv et Washington. Jamais depuis le message du Président Eisenhower à Ben Gourion, au milieu de la crise de Suez en novembre 1956, un Président américain ne s'est montré si intransigeant envers un Premier ministre israélien.

L'assassinat de J. F. Kennedy en novembre 1963, laisse le dossier d'armement au Moyen-Orient entre les mains de l'administration Johnson. Levi Eshkol et Lyndon Baines Johnson vont- trouver un consensus dans une nouvelle ère au sujet de la poursuite du programme nucléaire israélien. Nasser se sent écarté et se renforce dans ses doutes. Le raïs lance une campagne qui durera deux ans.

La campagne égyptienne

La deuxième série de raisons expliquant la guerre des Six jours en 1967, se trouvent aussi dans la période de tension diplomatique entre 1965 et 1966. Nous sommes sous l'administration Johnson et la centrale de Dimona se trouve soudainement au centre d'une campagne égyptienne. C'est vers juin 1965, que la question des armes nucléaires israéliennes fait surface à la fois au Caire et dans le monde arabe. Lors d'un voyage à Londres, Mohamed Heikal, un proche de Nasser, mène une campagne de presse et déclare que les Israéliens vont être capables de fabriquer la bombe atomique en l'espace de deux ou trois ans. Il souligne qu'Israël est soutenu par l'Occident, aussi bien sur le plan financier que scientifique, en ce qui concerne la fabrication de sa bombe.

Au Caire, Nasser appelle les Arabes à agir pour faire face à la menace israélienne[8]. Le raïs appelle aussi à passer à une phase de commandement unique des armées arabes et à la mobilisation vers un effort sérieux, afin que l'Égypte puisse développer l'arme nucléaire. Cette campagne est suivie, au milieu de l'année 1966, par la politique nassérienne visant à faire savoir que l'Union soviétique va lui offrir une protection nucléaire, si les Israéliens développent l'arme nucléaire[9]. Cette période est celle de la vente des sous-marins soviétiques à l'Égypte.

Aux États-Unis, en avril 1966, on prend au sérieux l'achat de sous-marins soviétiques par le Caire et on considère ce fait comme une menace pour la stabilité de la région[10]. Selon le rapport intitulé National Intelligence Estimate daté du 28 avril 1966, ces sous-marins sont capables de lancer des missiles de moyenne portée (page 2)[11]. Ces sous-marins peuvent aussi empêcher tout accès au Golfe d'Aqaba[12].

En mai 1967, c'est essentiellement la décision prise par Nasser de bloquer le Golfe d'Aqaba qui va accélérer le déclenchement des hostilités. Mais, en 1967,

une ambivalence s'installe à Washington. Certains documents sensibles sont gardés loin de la portée du président américain Lyndon B. Johnson. Quelles sont les raisons ? Nous allons les découvrir dans un article entièrement dédié à ce document ô combien important et sensible, que le Président américain ne doit surtout pas lire.

Notes:

- [1]. Circular Airgram From the Department of State to Certain Posts, *Foreign Relations, 1961-1963*, Volume XVIII. Source : Department of State, Central Files, 884A.
- [2]. Letter From President Kennedy to President Nasser. *Foreign Relations, 1961-1963*, Volume XVIII.
- [3]. Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, (p. 247).
- [4]. Telegram From the Embassy in the United Arab Republic to the Department of State . Source : Department of State, Central Files.
- [5]. On raconte par la suite que Ben Gourion désigne le Président Kennedy comme le jeune, ce qui est perçu par Kennedy comme une offense.
- [6]. Seymour Hersh, *The Samson Option*, New York, Random House, 1991, (p. 106).
- [7]. Lettre de Kennedy au Premier ministre Eshkol via l'ambassade américaine à Tel-Aviv, 5 juillet 1963. Source : *Israel State Archive* (page 2, fin du 1er paragraphe du document).
- [8]. Mohammed H. Heikal, *Cutting the Lion's Tail: Suez Through Egyptian Eyes*, New York, Arbor House, 1987.
- [9]. Mohammed H. Heikal, *The Sphinx and the Commissar*, New York, Harper & Row, 1978 (p. 196).
- [10]. National Intelligence Estimate, N° 290, NIE 36. 1-66, Washington, May 19, 1966. Source : Central Intelligence Agency, Job 79-R01012A, ODDI Registry of NIE and SNIE Files. Secret; Controlled Dissem. By Director of Central Intelligence Richard M. Helms, and concurred in by the U.S. Intelligence Board on May 19.
- [11]. Report by the Anti-Submarine Warfare Panel of the President's Science Advisory Committee. *Foreign Relations, 1964-1968*, Volume X, National Security Policy.
- [12]. Discussion of Middle East Crisis, 24 mai 1967, Memorandum for the Record. Record of National Security Council Meeting on May 24 1967. Source : Johnson Library, National Security File, (page 3, paragraphe 2).

4

Durant les mois qui précèdent la guerre des Six jours, il y a eu une inondation en matière de production d'informations à divers usages. Nous avons tenté de comprendre les raisons des vrais-faux rapports soviétiques et leur lien direct ou indirect dans le déclenchement des hostilités. Nous nous posons aussi une deuxième question sur les raisons pour lesquelles certains rapports ne devaient pas être lus par le Président américain.

Quatrième volet: Johnson ne doit pas lire ce rapport

Durant les mois qui précèdent la guerre des Six jours, il y a eu une inondation en matière de production d'informations à divers usages. L'interprétation de ces différentes informations dépend de la source et de la visée de celles-ci. Il y a bien évidemment Nasser face au gouvernement Eshkol mais surtout le Kremlin face à la Maison Blanche. Il est important de tenir compte de la source ou de *qui produit quoi* en matière d'information et à quelle fin.

Parmi les questions que la période pré-guerre impose se trouve celle relative au rôle déterminant des informations disponibles auprès des différents acteurs de cette époque. Parmi la quantité considérable d'informations, de rapports et des sources productrices, il y a eu un important réseau invisible qui a influencé d'autres réseaux, des réseaux qui sont influencés et qui influencent à leur tour etc.

Il est difficile de voir clair dans ce réseau invisible de communication, mais ici on s'intéresse à des informations et à des rapports qui se situent à deux niveaux. En premier lieu, on trouve des informations produites par Moscou et qui deviennent omniprésentes au Caire. Elles sont véhiculées par le Kremlin via le régime syrien en direction de Nasser à vocation de le pousser vers la voie de l'affrontement avec Israël. Le deuxième niveau est celui des vraies et solides informations d'Intelligence américaine disponibles auprès des bureaux locaux de la CIA au Caire et à Tel-Aviv. Elles sont acheminées vers Washington afin d'aider l'administration Johnson à prendre les décisions adéquates concernant la situation qui se complique du jour en jour entre Egyptiens et Israéliens. Certains de ces rapports ne sont pas présentés au Président Johnson. Pourquoi y a-t-il eu une telle situation de manipulation de la réalité côté soviétique ? Pour quelles raisons y a-t-il eu rétention de l'information côté américain ?

Les rapports du Kremlin et de la Maison-Blanche

En ce qui concerne les rapports de Moscou, comme nous l'avons vu, (dans la guerre des Six jours : [Des questions sans réponses](#)), les rapports du côté soviétiques fournis à Nasser par la Syrie notifient la présence (fictive) de troupes israéliennes le long de la frontière avec la Syrie. En réalité, il n'y a aucune augmentation en nombre de troupes israéliennes sur ce front. Les accrochages sont habituels et de façon permanente entre l'armée syrienne et israélienne depuis un an. Le paradoxe est dans la réticence de Moscou envers le plan d'attaque de Nasser qui devait avoir lieu à la fin du mois de mai. Il y a eu donc une volonté délibérée de la part des Soviétiques d'inciter Nasser à provoquer le conflit, tout en restant officiellement à l'écart.

Reste toujours la question concernant les vraies raisons derrière cette attitude de la part du Kremlin. Ce dernier, lorsque le ministre égyptien de la Défense Badran se trouve à Moscou, à quelques jours du déclenchement des hostilités, ne cautionne pas le plan d'attaque de Nasser prévue pour la fin du mois de mai 1967, explique Pogos Akopov^[1]. Nasser retarde alors la date de lancement de son opération de l'aube (*Fajr* en arabe).

Côté américain, des rapports d'Intelligence sont disponibles à Washington. Ces rapports donnent une idée claire de la situation et apportent des informations sur les intentions de Nasser. Ils notifient que le président égyptien se montre en position d'attaque, mais semble mener des opérations à usage interne en direction des populations arabes. Il s'agissait donc d'une épreuve de force de la part des Egyptiens et ne parlent pas d'une vraie détermination égyptienne à mener des attaques. Les rapports militaires montrent aussi que les armées arabes se trouvent en position défavorable et que la supériorité qualitative se trouve du côté israélien - (voir le document suivant).

Parmi les rapports de la CIA, certains sont inquiétants, hautement sensibles voire brûlants car ils parlent des aspects cachés et des secrets dont seul un

nombre limité de personnes à cette époque détient l'information[2]. Ces informations, destinées à la Maison Blanche et au Président américain, sont tout simplement filtrées sans que le Président Johnson ne soit avisé de leur existence. La décision américaine, pour cette guerre, est alors biaisée.

L'ambivalence de Washington

La guerre des Six jours a lieu durant les années Lyndon Baines Johnson, et dès 1967, la question du nucléaire israélien entre dans une phase de long sommeil sur le plan international qui durera près de 20 ans. Le réacteur de Dimona se trouve en première ligne parmi les facteurs qui poussent le Caire à planifier une attaque limitée. Mis à part Nasser, qui savait que Dimona produisait des armes nucléaires ?

L'ambivalence américaine se dessine et l'ambiguïté israélienne est sur le point de devenir une politique officielle. Il faut attendre 1986, pour que Mordechai Vanunu réveille le monstre de son sommeil sur les pages du *Sunday Times*[3]. Construit par la société française *Saint-Gobain Nouvelles Technologies*, la centrale nucléaire israélienne est opérationnelle en 1960. L'administration Kennedy essaie, sans succès, de contenir le programme nucléaire israélien. Suite à l'assassinat de Kennedy en novembre 1963, l'administration Johnson ne prend pas le dossier avec autant d'importance que ne le faisait Kennedy et Johnson montre une attitude plus compréhensive.

En 1966, « *il n'y a aucune évidence que la centrale est dédiée à la fabrication de la bombe nucléaire* », souligne un mémorandum écrit par Joseph F. Carroll, le directeur de la DIA (*Defense Intelligence Agency*), dans son rapport présenté au secrétaire d'État à la Défense McNamara[4]. Un an après cette note et à quelques jours du déclenchement des hostilités en 1967, le secrétaire d'État Dean Rusk rapporte au Président Johnson ainsi qu'au secrétaire d'État à la Défense Robert McNamara, qu'« *il n'y a pas d'armes nucléaires dans la région.* » C'est lors d'une réunion consacrée à la crise entre Israéliens et Égyptiens que Dean Rusk rapporte ces conclusions au nom du directeur de la CIA Helms, aux membres du NSC (*National Security Council*) (page 3, paragraphe 4)[5].

Le Président ne doit pas lire ce rapport

La région vit au rythme de la crise et la Maison-Blanche tente d'y voir clair. Richard Helms est formel[6]. C'est la conclusion qu'il donne au secrétaire d'État Dean Rusk. Mais le directeur de la CIA sait que certains rapports de son agence sont inquiétants. En effet, Helms est au courant que certains ont des soupçons au sujet du programme nucléaire israélien. Il sait aussi que Nasser est déterminé et se prépare pour attaquer le site. Mais le directeur de la CIA préfère ne pas soulever les inquiétudes du Conseil.

Ces rapports sont si brûlants que l'on préfère ni les toucher, ni oser les présenter comme tels. Parmi eux, on trouve l'un des documents les plus frappants. Ce document est une note de commentaire portant sur un rapport sensible, écrit par Harold Hal Saunders, membre du NSC (*National Security Council*) et chargé des affaires du Moyen-Orient.

Dans cette note, Harold Hal Saunders commente un rapport présenté par Bromely Smith, le secrétaire exécutif du Conseil de sécurité nationale au sujet du programme des missiles égyptiens et des armes nucléaires israéliennes. La note est tellement forte dans sa teneur que son auteur oublie d'y apposer une date. Comme si ce document devait être sans date de naissance ou devait avoir une jeunesse éternelle. Elle a probablement été écrite durant la période de la crise ou vers la fin du printemps 1967.

Le rapport souligne les inquiétudes à propos des armes nucléaires israéliennes. Ce rapport, joint à cette note, est introuvable. Cependant, la teneur et la tonalité de cette note de couverture indiquent l'ambiance environnante et la sensibilité du dossier des armes nucléaires israéliennes. Il comporte certainement des informations sur les plans et les intentions de Nasser ou encore celles du Kremlin et les vraies motivations soviétiques.

« Je ne pense pas que nous devrions envoyer ceci au Président », peut-on lire dans cette note de couverture signée par Harold Hal Saunders. Ce dernier est l'un des membres du NSC le mieux placé et chargé des affaires du Moyen-Orient[7]. Saunders, qui refuse un rapport rédigé par le directeur de la CIA Richard Helms, qualifie ce rapport de hautement sensible que le Président ne doit pas lire[8]. « Le Président (Johnson), n'a vu que des rapports écrits par Richard (Dick) Helms[9] ces six dernières semaines, que ni Gene Rostow[10], ni Wally Barbour[11], n'ont jamais vus et c'est ce qui pose le problème de la sensibilité de la chose. Mais, souligne la note, nous devons agir de la sorte et même au prix de certains rapports comme celui-ci.(...) Toutefois, je ne crois pas que la contribution de ceci aiderait le Président à mieux comprendre, mais au contraire cela provoquerait une confusion concernant les rapports clairs présentés par Helms[12]. »

I dont think we should send this to the President. The President has seen several eyes only reports from Dick Helms on this subject over the past six weeks that neither Gene Rostow nor Wally Barbour has seen. This is one of the problems in trying to keep discussion of this issue sensible, but the subject is so sensitive and so much is at stake that we have to operate this way even at the cost of some cable like this that aren't relay to the point. Anyway, I don't think this would contribute anything to the President's understanding and would just confuse the already clear reports from Helms.

Le Président était donc informé par les rapports du directeur de la CIA, Richard Helms. Ce dernier ne peut pas ignorer les rapports de ses services d'Intelligence disponibles depuis 1966 sur les intentions de Nasser et sur les possibles issues à cette crise. Plusieurs messages et correspondances entre Damas et le Caire sont interceptés par le bureau de la CIA au Caire. C'est aussi le cas pour des communications, des rapports et des messages interceptés par les agents de la CIA en direction de Moscou. La relation étroite entre les Israéliens et le fameux chef de la Division du contre espionnage de la CIA (JJA), James Jesus Angleton, joue aussi un rôle important dans la circulation des messages interceptés[13].

Ces rapports indiquent qu'Israël pourrait être seulement à *quelques*

semaines d'assembler sa première bombe nucléaire et que le Caire songe à entreprendre une action d'offensive imminente contre le site. Mais ces rapports ne sont pas lus par le Président. C'est peut-être pour ces raisons que la Maison-Blanche montre une lenteur inhabituelle dans sa prise de position. L'administration Johnson, n'apporte aucune initiative et laisse la main libre à Tel-Aviv de prendre la décision d'attaquer le premier. Même lorsque le ministre israélien des Affaires étrangères Abba Eban rencontre le Président Johnson le 26 mai 1967 [14], Johnson semble loin d'avoir une vision réelle de ce qui pourrait se produire dans la région. Le président américain demande la patience et explique que :

(...) "Time would not work against Israel, it would not lose by waiting for the Secretary General's report and Security Council consideration. During this period there would not be any deterioration in the Israeli military position. We know it is costly economically, but it is less costly than it would be if Israel acted precipitously and if the onus for initiation of hostilities rested on Israel rather than on Nasser".

Le 3 juin, à deux jours de la guerre, le Président Johnson envoie une lettre au Premier ministre israélien Levi Eshkol lui demandant de ne pas déclencher une guerre [15]. Il est trop tard. Le général Dayan est aux commandes de l'armée en tant que ministre de la Défense ; la révolte des généraux a lieu et l'opération d'attaque est déjà programmée pour le 5 juin au matin.

Le scénario va changer car il faut défendre le site de Dimona. Ce scénario passe par un seul plan : une attaque préventive clouant au sol toute possibilité de force aérienne égyptienne. Existait-il une issue pour éviter cette guerre ? Nous allons vivre les dernières tentatives visant à freiner la course vers l'affrontement. Ce sera notre dernier article, consacré à la dernière ligne droite vers cette guerre de Six jours qui dure depuis 40 ans : *La guerre des Six jours : une guerre inévitable.*

Notes:

[1] Un ancien diplomate soviétique.

[2] Tom Mangold, *Cold Warrior: James Jesus Angleton: The CIA's Master Spy Hunter* (New York: Simon and Schuster, 1989), 49, 362

[3] Mordechai Vanunu est arrêté par le Mossad le 30 septembre 1986, à Rome. Une semaine avant que *The Sunday Times*, le 5 octobre, publie sa "bombe" médiatique avec comme titre Revealed : The secrets of Israel's Nuclear Arsenal.

[4] Memorandum from the Director of the Defense Intelligence Agency (Carroll) to Secretary of Defense McNamara. *FRUS, 1964-1968*, Volume XVIII May 4, 1966.

[5] Memorandum for the Record, Record of National Security Council Meeting, May 24 1967, Discussion of Middle East Crisis. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library.

[6] Richard Helms, A Look Over My Shoulder; "An Interview with Richard Helms," *Studies in Intelligence* 25, no. 3, fin 1981.

[7] Memorandum from Harold Hal Saunders to Bromely Smith. The White House, Washington, File 113, BKS. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library.

[8] Memorandum from Harold Hal Saunders to Bromely Smith. The White House, Washington, File 113, BKS. Source : Lyndon B. Johnson Presidential Library. Harold Hal Saunders.

[9] Richard Dick Helms est directeur de la CIA entre 1966 et 1973.

[10] Eugene Victor Rostow, connu comme Gene Rostow (1913-2002), sous-secrétaire d'État de l'administration Johnson entre 1966 et 1969.

[11] Wally (Walworth) Barbour, l'ambassadeur américain à Tel-Aviv à cette date.

[12] Ibid. Voir aussi : Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, 1998, (pp. 297-303).

[13] Tom Mangold, *Cold Warrior: James Jesus Angleton :The Cia's Master Spy Hunter*, Simon&Schuster, 1992.

[14] Memorandum of Conversation, U.S. President Lyndon Johnson and Israel Ambassador Abba Eban, May 26, 1967.

[15] 1967 Israeli-Arab 6 Day war, June 3, 1967: President Lyndon Johnson's Letter to Israeli Prime Minister Levi Eshkol, June 3, 1967.

5

Le troisième conflit israélo-arabe a lieu suite à la décision de Nasser d'interdire le Golfe d'Aqaba aux navires israéliens et de bloquer le détroit de Tiran. Ce golfe est le seul point d'accès pour Israël à la mer Rouge. Mais à lui seul, cela ne peut pas expliquer le déclenchement de la guerre.

Cinquième volet: Une guerre inévitable

Le troisième conflit israélo-arabe a lieu suite à la décision de Nasser d'interdire le Golfe d'Aqaba aux navires israéliens et de bloquer le détroit de Tiran. Ce golfe est le seul point d'accès pour Israël à la mer Rouge. Mais à lui seul, cela ne peut pas expliquer le déclenchement de la guerre. Les vraies raisons sont de deux ordres. D'abord sur le plan symbolique, et puis l'importance du Golfe d'Aqaba du point de vue de la proximité géographique du site du réacteur nucléaire israélien au sud du désert de Néguev.

La première guerre israélo-arabe a lieu en 1948, suite à la création de l'Etat hébreu. En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez. Cette nationalisation provoque la colère de Paris et de Londres qui incitent Israël à attaquer l'Egypte.

En octobre 1956, la deuxième guerre a lieu et l'armée Israélienne occupe le Sinaï et la zone du canal en quelques jours. Cette crise de Suez s provoque la fin de l'influence historique de deux puissances coloniales : française et britannique, dans la région. En effet Moscou, qui fait face à la révolte hongroise, menace Paris et Londres d'utiliser les armes atomiques et oblige Washington à faire pression sur Israël afin de se retirer du Sinaï. La crise de Suez se termine par une défaite militaire égyptienne, mais par des gains politiques incontestables.

La période d'avant guerre en 1967, est celle de la vente des sous-marins soviétiques à l'Egypte. Achetés un an plutôt, ces sous-marins provoquent déjà, en avril 1966, les inquiétudes israélienne mais surtout américaines. A Washington, on prend au sérieux l'achat de ces sous-marins soviétiques par le Caire et on considère ce fait comme une menace pour la stabilité de la région[1]. Selon le rapport intitulé National Intelligence Estimate daté du 28 avril 1966, ces sous-marins sont capables de lancer des missiles de moyenne portée (page 2 du rapport)[2]. Ils peuvent donc être utilisés pour lancer des missiles contre le site de Dimona. Ces sous-marins peuvent aussi empêcher tout accès au Golfe d'Aqaba[3].

En mai 1967, toutes les données disponibles à Washington vont dans le sens d'une supériorité militaire de l'armée israélienne. Selon le rapport du sous-secrétaire d'État Katzenbach, présenté au Président Johnson le 1^{er} mai 1967, Israël dispose d'une écrasante supériorité militaire et est capable de faire face à tous les scénarios possibles durant les cinq années à venir[4]. Le Caire est alors déterminé à frapper le réacteur. Nasser envoie ses avions de reconnaissance à plusieurs reprises survoler le site du réacteur.

Les événements s'accroissent et Shams Badran, ministre égyptien de la Guerre arrive à Moscou le 20 mai 1967, en tant qu'envoyé personnel du président Nasser. Il rencontre Alexeï Kossyguine, le président du Conseil des ministres de l'URSS. Badran demande à Kossyguine le soutien et l'accord de Moscou pour porter une frappe préventive, un coup de semonce, contre Israël. La réponse d'Alexeï Kossyguine est claire : si l'Égypte frappait la première, elle serait considérée comme agresseur. Moscou ne peut pas soutenir un agresseur.

Les circonstances et les causes de ces événements, supposent que le renseignement israélien avait certainement réussi à savoir que l'URSS ne s'engagerait pas aux côtés de l'Égypte si cette dernière déclenchait une guerre. Israël passe donc à la réalisation de son plan d'attaque. Le plan d'attaque n'est pas une réaction spontanée aux actions égyptiennes, mais plutôt un plan longuement réfléchi, largement étudié qui attendait le bon moment pour être exécuté.

En Israël on sait jusqu'où Nasser peut aller. Selon les opposants de cette guerre, côté israélien, Nasser ne fait que répondre aux attentes des populations arabes. Ces opposants, y compris le Premier ministre Eshkol, considèrent aussi que les agitations égyptiennes : masser les troupes au Sinaï, les manœuvres militaires ou encore les décisions de départ des casques bleus, ne sont que des agitations dans un petit verre d'eau.

Dimona, provoque la guerre

Dès 1966, les données stratégiques changent et Israël fait savoir à Washington ses craintes face à la modernisation de l'armée égyptienne qui possède 60 nouveaux missiles stratégiques vers mai/juin (p. 2, point 5)[5]. Du côté du Caire, le sujet du réacteur de Dimona pousse les décideurs à percevoir cette menace de manière deux fois plus importante que par le passé.

Nasser presse Moscou et lui demande d'intervenir auprès de Washington. C'est alors que la question des armes nucléaires au Moyen-Orient prend une place prépondérante dans les discussions entre le Kremlin et la Maison-Blanche et se discute au plus haut niveau entre le département d'État et l'ambassadeur de l'URSS à Washington[6]. Un mois avant la guerre, un rapport, daté du 8 mai 1967, rédigé par Christian Rostow le conseiller du Président Johnson, montre que le dossier de Dimona pose une sérieuse inquiétude dans les relations entre Washington et le monde arabe[7].

Car, dix jours avant la guerre, Israël possède déjà deux bombes nucléaires[8]. Tel-Aviv ne voit plus la menace égyptienne telle qu'il la percevait avant que l'État hébreu ne possède effectivement la bombe atomique. Il faut défendre Dimona. Dès le 19 mai, les Israéliens commencent à se préparer à la guerre. Tel-Aviv commande 20000 masques à gaz pour ses militaires[9].

Le 22 mai 1967, le Président Johnson écrit au raïs lui demandant d'éviter une guerre dans la région. Washington propose alors l'envoi du vice-Président américain pour une tournée dans les capitales arabes afin de trouver une

possible issue à la crise[10]. Le mois de mai 1967 est celui où des avions égyptiens de reconnaissance survolent le site de Dimona. La guerre devient inévitable.

À la mi-mai 1967, on est plutôt du côté du mauvais calcul et de la mauvaise estimation de la part des Égyptiens. Les Égyptiens n'ont pas agi en réponse à un comportement israélien, mais en raison d'une pression interne en Égypte. Il y a alors un facteur purement psychologique.

En mai 1967, les décideurs égyptiens font un mauvais calcul du coût d'une action militaire. Ils se basent alors sur un mauvaises interprétations et une sous-estimation des coûts d'une action militaire contre Israël. Ils surestiment les probabilités de gagner la guerre. L'action égyptienne est dictée par un besoin politique en réponse à des pressions internes en Égypte et dans le monde arabe.

Au départ, la pression américaine fonctionne et empêche les Israéliens de mener une action préventive contre les Égyptiens le 28 mai 1967. En 1967, les Égyptiens pensent, avec leurs estimations, que les pressions américaines sur Israël vont dissuader l'État hébreu d'agir militairement et de façon massive contre les provocations égyptiennes. Le Caire a émis ses hypothèses et a compté sur la pression de Washington. L'armée égyptienne entame des actions de survol dans le désert israélien à la mi-mai 1967 et le survol des installations nucléaires israéliennes de Dimona rend la guerre inévitable[11].

L'exacte raison du déclenchement de la guerre réside dans le domaine de la symbolique : Israël ne peut pas laisser Nasser bloquer le golfe d'Aqaba. En effet, même si ce dernier n'est pas en mesure de mener une attaque et s'il se trouve dans une position militaire défavorable, cette fermeture lui donnerait une deuxième victoire politique qui s'ajourerait à celle remportée lors de la nationalisation du canal de Suez en 1956. En plus, dans tout les cas de figure, Nasser donne l'impression que tôt ou tard il mènera une attaque, certainement limitée, contre les installations nucléaires israéliennes dans le désert de Néguev. Dimona devient alors la principale raison qui pousse le général Dayan, qui a donné le feu vert à la fabrication de la première bombe atomique israélienne quelques semaines auparavant, déclenche cette guerre préventive. Nommé, par le Premier ministre Levi Eshkol, le 1^{er} juin 1967, au poste du ministre de la Défense, le général Dayan donne le feu vert au déclenchement de la guerre. Quelques jours plus tard, il entre à Jérusalem est et célèbre la victoire emportée en six jours. Son armée occupe dès à présent, le Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie, le Golan.....

A la suite de cette guerre, un accord de paix entre Arabes et Israéliens se dessine déjà en 1968. Mais Nasser refuse de signer cet accord car ce plan aurait eu la couleur d'une capitulation. Nasser proclame souvent « ce qui a été pris par la force ne se restituera que par la force. » Le rais refuse car l'accord prévoit le retrait israélien du Sinaï et du Golan, mais stipule l'abandon de Jérusalem[12]. Il faut attendre 6 ans pour que les Egyptiens déclenchent à leur tour la guerre de 1973. Ils regagnent la confiance perdue et surmontent l'humiliation subie en 1967. Les accords de paix entre l'Égypte et Israël sont signés en 1979.

Côté israélien, un deuxième 1967 peut-être déclenché à tout moment et contre n'importe quel voisin. Le 6 juin 2007, le ministre israélien de la Défense, Amir Peretz, déclare qu'Israël, afin de maintenir sa capacité de dissuasion, se prépare à tous les scénarios, y compris une guerre contre la Syrie.

La guerre de 1967 est vécue comme un traumatisme généralisé pour les populations Arabes. Cette Naqssah (défaite en arabe), qui vient s'ajouter à la Naqbah, (la catastrophe en arabe) de la première guerre de 1948, est surtout un traumatisme indélébile pour les Palestiniens. Pour eux comme pour tout le monde arabe, il y a eu un choc durant six jours qui dure encore depuis 40 ans.

Cette guerre est, malgré les gains israéliens, considérée comme une victoire empoisonnée pour Israël. Elle constitue un tournant majeur dans l'histoire du Moyen-Orient. Cette victoire écrasante, qui dépasse largement ce qu'on pouvait attendre à Tel-Aviv, place l'Etat hébreu sur une orbite tellement haute que les Arabes n'arrivent à la surpasser qu'en 1973.

A peine un mois après cette guerre Nasser entreprend une série de harcèlements par de tirs contre les positions de l'armée israélienne sur la rive orientale du canal. Un an après la guerre des Six jours, le raïs déclenche une autre guerre : la guerre d'usure.

Le Kremlin s'engage alors à moderniser et à entraîner les militaires égyptiens. Un nouvel arsenal made in Moscou commence à perturber la balance militaire entre le Caire et Tel-Aviv. La guerre d'usure se poursuit et donne lieu à des tensions dans les relations israélo-soviétiques. Cette tension s'aggrave lorsqu'en juillet 1970, quatre avions de combats pilotés par des pilotes soviétiques sont abattus à environ 30km à l'ouest du canal, par l'armée israélienne. Pour éviter une riposte soviétique et un éventuel manque de soutien de Washington, les Israéliens acceptent, en août 1970, un cessez-le-feu et l'application de la résolution 242.

La guerre d'usure touche ainsi à sa fin. L'Egypte se montre toujours déterminé à mener une autre guerre contre Israël.

La mort de Nasser, suite à une crise cardiaque, porte un autre Président à la tête de l'Égypte. Le nouveau raïs s'appelle Mohamed Anouar El-Sadate. À son tour, le nouvel homme fort du Caire se montre loin d'être dissuadé et commence la mise en place un plan d'attaque. Dès 1971, il va entreprendre plusieurs tentatives d'attaques et élabore d'abord en 1971, puis en 1972 des plans d'attaques limités sans les exécuter.

En février 1971, le nouveau Président déclare devant son Parlement : « si Israël retirait ses forces du Sinaï, je serais disposé à réouvrir le canal de Suez. Pour que mes forces traversent vers l'Est du canal de Suez, je suis prêt à faire une déclaration solennelle d'un cessez-le-feu. Je suis aussi prêt à constituer des relations diplomatiques avec les États-Unis et signer un accord de paix avec Israël. » Ces tentatives n'aboutissent pas et Sadate se voit confronté à la position d'un statu quo. Il réalise alors qu'il doit défier la dissuasion afin d'aboutir à la paix. Pour le raïs, il faut lancer une action forte. Mettre à mal la dissuasion israélienne, tel est le pari que Sadate s'est fixé et qu'il va réussir en octobre 1973.

Il brise ainsi le mythe de la supériorité militaire israélienne et place le monde entier durant trois jours dans un état de fièvre diplomatique intense jamais égalée entre Washington et Moscou. Les deux superpuissances se trouvent alors au bord d'un premier affrontement avec une menace réelle qui

arrive au niveau des alertes nucléaires. Mais ça,..... c'est une autre Grande Histoire.

Dans cette région, les guerres ont changé de nature et se sont transformées. La sixième guerre oppose Israël à un groupe de combattants armés du Hezbollah libanais. Cette guerre s'avère un échec selon la conclusion de la Commission Winograde en mai 2007. Les guerres ont montré que le chemin d'affrontement risque de durer encore plusieurs décennies voire plus, tant que la question palestinienne reste sans une vraie solution. Cette question reste en suspens car deux dilemmes existent : les réfugiés palestiniens et le statut de la ville de Jérusalem. Ce qui se passe dans les camps palestiniens au Liban (Nahr el Barid) n'est que le début d'une autre forme de guerre. Cette guerre met les Arabes et les Israéliens face à un choix : se mettre ensemble pour combattre le terrorisme qui se nourrit de la non résolution de la question palestinienne.

Mohamed Abdel Azim Lyon (France) est docteur en Science politique, journaliste à EuroNews il est l'auteur du livre : *Israël et la bombe atomique, la face cachée de la politique américaine*, Paris, l'Harmattan, 2006.

Notes:

[1] National Intelligence Estimate, N° 290, NIE 36. 1-66, Washington, May 19, 1966. Source : Central Intelligence Agency, Job 79-R01012A, ODDI Registry of NIE and SNIE Files. Secret; Controlled Dissem. By Director of Central Intelligence Richard M. Helms, and concurred in by the U.S. Intelligence Board on May 19.

[2] Report by the Anti-Submarine Warfare Panel of the President's Science Advisory Committee. *Foreign Relations, 1964-1968*, Volume X, National Security Policy.

[3] Discussion of Middle East Crisis, 24 mai 1967, Memorandum for the Record. Record of National Security Council Meeting on May 24 1967. Source : Johnson Library, National Security File, (page 3, paragraphe 2).

[4] Memorandum From the Under Secretary of State (Katzenbach) to President Johnson. The Arab-Israel Arms Race and Status of U.S. Arms Control Efforts. *FRUS, 1964-1968*, Volume XVIII.

[5] Telegram From the Embassy in Israel to the Department of State. Tel Aviv, May 24, 1966.

[6] Memorandum of Conversation. Subject : Nuclear Weapons in the Near East. Participants. Source : National Archives and Records Administration.

[7] Memorandum From the President's Special Assistant (Rostow) to President Johnson N. 416 Israeli Aid Package. *FRUS, 1964-1968*, Volume XVIII. Arab-Israeli Dispute.

[8] William E. Burrows, Robert Windrem, Critical Mass, *The Dangerous Race for Superweapons in A Fragmenting World*, New York, Simon and Schuster, 1994 (p. 282-283).

[9] Memorandum From the Deputy Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs (Hoopes) to Secretary of Defense McNamara. Washington, May 22, 1967. Source : Washington National Records Center.

[10] Telegram From the Department of State to the Embassy in the United Arab Republic. N. 34. Washington, May 22, 1967, 8:49 p.m. *Foreign Relations, 1964-1968*, Volume XIX, Arab-Israeli Crisis and War, 1967.

[11] Harold Hough & Pete Sawyer, "Israeli nuclear infrastructure", *Janes Intelligence Review*, novembre 1994.

[12] Elli Lieberman, "Deterrence theory, success or failure in Arab-Israeli Wars", McNair Paper, Chicago, N. 45, octobre 1995.

Newropeans magazine

5 juin 2007

http://www.newropeans-magazine.org/index.php?option=com_content&task=view&id=5827&Itemid=43

AAARGH

aaarghinternational@hotmail.com